CTP central : 5h30 de discussions.

Ce CTP s'est tenu le 1^{er} juillet. En préliminaire, les échanges entre les organisations syndicales et Maïté ERRECART ont débouché sur quelques informations :

- le Maire devrait rencontrer chaque syndicat en fin d'année 2010,
- le dossier de « dé-précarisation » sera ouvert dès le mois de septembre,
- le caractère exécutoire du vœu du Conseil de Paris de ne pas appliquer les seuils minima du décret « MORANO » et l'engagement de maintien du taux de personnels qualifiés dans les établissements de la petite enfance ont été rappelés.

Charte des arrondissements.

L'UCP a détaillé les points posant problème :

- texte déséquilibré, créant beaucoup de contraintes pour les services, très peu pour les mairies ;
- désaccord sur la consultation du maire d'arrondissement avant nomination d'un chef de service déconcentré. Des garanties pour les cadres en difficulté avaient été annoncées, sans suite ;
- pas d'association des organisations syndicales à l'élaboration du texte ;
- inquiétudes sur le respect du principe d'égalité ;
- aucune réflexion engagée sur la valorisation des postes en services déconcentrés ;
- missions du cadre technique en mairie mal définies ;
- incertitude sur le nombre d'emplois fonctionnels de DGAS dans les mairies

Yves BORST, Président de l'UCP, a proposé un amendement, repoussé par la présidente et l'administration, tendant à informer le maire d'arrondissement avant nomination d'un chef de service déconcentré (au lieu de le consulter). Le projet de charte des arrondissements a été rejeté par la quasi-totalité des syndicats.

Bilan social

Ce document qui constitue une photographie de la Ville et du Département est le fruit de six mois de travail reconnu unanimement pour sa qualité qui progresse chaque année. Notre analyse détaillée est consultable sur la page « actualités » de l'Intranet UCP :

http://intraparis.ucp.mdp/UCP/download/Fichiers_Adobe/UCP//Analyse_bilan_social_2009.pdf.

L'UCP a demandé en outre la tenue d'un CHS Central pour examiner les absences au travail, qui sont en forte augmentation depuis plusieurs années. En réponse, Jean-François COLLIN, secrétaire général adjoint, estime que ce dossier doit faire l'objet d'un diagnostic par service pour apporter une réponse au plus près du terrain.

Parmi les nombreux points abordés par l'UCP, figuraient notamment :

- la situation des médecins : Le DRH, Thierry LE GOFF a rappelé l'augmentation de la rémunération des médecins de prévention et la poursuite des recrutements,
- la baisse du nombre de postes de CSA offerts aux attachés, au profit des cadres sociaux éducatifs
- la création de postes de travailleurs sociaux pour faire face à l'afflux des demandes.

Plan de Déplacement de l'Administration Parisienne.

L'UCP a rappelé sa position de principe : un tel plan, pour réussir, ne peut se faire au détriment des personnels et de leurs conditions de travail et doit être conçu sur des bases réalistes. Un seul exemple : l'une des pistes de réflexion est de rapprocher les agents de leur lieu de travail. Or, le bilan social indique que 2/3 des agents habitent hors Paris

Certaines des 12 propositions d'action sont intéressantes, mais leur impact réel reste à démontrer. Par ailleurs, certaines décisions prises dans le cadre du schéma directeur des implantations administratives apparaissent contraires au PDAP (ex. : déplacement du bureau de la formation du 4, rue Lobau à la Porte de la Chapelle).

Communication relative à la Direction des Achats.

La présentation d'un premier bilan et de la deuxième vague de déploiement de cette direction ont été l'occasion de soulever plusieurs questions : nombre de marchés infructueux, précisions sur les estimations de gains, délais de procédures, communication sur les indicateurs de performance, devenir des marchés inférieurs à 90.000 €, implantation des 87 postes de la deuxième vague, conditions de travail actuelles peu satisfaisantes.

Yves BORST a regretté que l'on traite d'un sujet aussi important si tard, après 5h00 de débat et a demandé une réunion du Comité de Suivi à la rentrée, demande à laquelle il a été répondu favorablement.

En réponse aux questions mentionnées plus haut, Michel GREVOUL, directeur des achats, précise qu'il n'y a pas eu à ce jour de marchés infructueux sur les appels lancés par cette direction, et que les marchés inférieurs à 90 000€, conservés par les Directions Opérationnelles à leur demande, relèveront fin 2012 de la DA.

Sur les implantations, la DA reconnaît quelques difficultés à propos desquels des précisions chiffrées et des éléments de calendrier seront communiquées aux organisations syndicales (UCP Flash aura l'occasion d'y revenir).

CTP DDATC/DUCT.

Il s'est tenu le 9 juin sous la présidence de Maïté ERRECART.

Parmi les points abordés :

Affectation de cadres techniques en mairie d'arrondissement.

L'UCP a regretté de n'avoir été associée que très tardivement à la définition des missions de ces cadres et a fait part de ses inquiétudes quant à la trop grande diversité de ces missions (qui seront variables d'une mairie à l'autre et relèveront soit d'un cadre A, soit d'un cadre B, selon le souhait de chaque mairie), au positionnement hiérarchique, qui va conduire à mettre dans certains cas des cadres A+ sous l'autorité de DGS généralement attachés principaux, et aux risques d'interférences entre ces cadres et les services techniques déconcentrés.

Centres de Services Partagés comptables.

Leur mise en place va se poursuivre avec un nouveau CSP comptable en 2011. Le fonctionnement de ceux déjà en place faisant apparaître un turn-over, des formations pas toujours proposées, un recours aux contractuels, l'UCP a demandé un complément d'information, en particulier sur l'évolution des délais de paiement.

Transfert des agents de logistique générale des mairies d'arrondissement à la DDATC.

Il s'agit de donner une réalité administrative à une situation de fait (agents travaillant dans les mairies d'arrondissement tout en étant rattachés à la DILT). L'UCP a obtenu des engagements sur l'information de ces personnels et le maintien de leurs droits en matière d'avancement, de mobilité et de rémunération.

Ouverture du Relais Information Logement habitat du 11^e arrondissement.

Le Maire de Paris avait souhaité la mise en place de ces structures dans les arrondissements. Un premier RILH est expérimenté depuis début 2010 dans le 12^e et la mairie du 11^e souhaite étendre l'expérience. L'UCP a attiré l'attention sur les risques de disparité de fonctionnement et de traitement pour les usagers et les agents.

Présentation de la démarche Qualiparis et du résultat des enquêtes auprès des usagers.

Mao PENINOU, adjoint au Maire chargé de la qualité des services publics municipaux, a présenté la démarche visant à améliorer la qualité du service rendu aux usagers et à faciliter la vie des parisiens et celle des agents. Dans ce cadre, un colloque sur les services publics municipaux est prévu fin 2010.

La concertation avec les usagers a déjà permis de recueillir leur avis. Les enquêtes de satisfaction ont révélé un taux supérieur de dix points à celui des services de l'Etat (90% d'usagers satisfaits, malgré quelques difficultés au niveau du 3975).

CTP de la DFPE.

Ce CTP s'est réuni le 29 juin sous la présidence de Christophe NAJDOVSKI, adjoint au maire chargé de la Petite Enfance.

Dans une déclaration préalable, l'intersyndicale, dont l'UCP fait partie, a interpellé l'élu sur une demande, déjà formulée, de ne pas appliquer à Paris les dispositions du décret MORANO. Tout en le remerciant de son soutien et de sa prise de position sur le sujet, l'intersyndicale a souhaité que le

mairie de Paris s'engage publiquement, rappelant que la situation actuelle dans les établissements de la Petite Enfance ne permet pas un accueil de qualité de tous les enfants. L'élu a réaffirmé que la majorité municipale était fermement opposée à l'application de ce décret. Les syndicats ont pris acte de cette déclaration et seront vigilants pour l'avenir (cf. plus haut la réponse complémentaire de Maïté ERRECART).

Parmi les points à l'ordre du jour, la déconcentration et la mise en place des CSP comptables à la DFPE ont donné lieu à débat.

La mise en œuvre du processus de déconcentration à la DFPE prévoit un rapprochement avec les circonscriptions de la DASCO, avec création d'une *Circonscription de la Petite enfance et de la vie éducative*. Ce projet aura un impact sur la situation des agents de la DASCO avec l'arrivée des agents de la DFPE dans leurs locaux. Devant le manque de concertation sur ce sujet à la DASCO, l'ensemble des organisations syndicales a souhaité le report de l'examen de ce point par le CTP et a demandé l'ouverture à la rentrée de groupes de travail communs DFPE/DASCO afin de régler les points posant problème. Véronique DUROY, directrice, a fait savoir qu'elle n'était pas opposée à ces groupes de travail mais le report n'a pas été accepté.

L'UCP a rappelé qu'elle n'est pas opposée à la déconcentration, à condition d'y mettre les moyens, et en veillant à ce que la relation hiérarchique soit maintenue avec les directions, refusant la mise en place d'une double hiérarchie pour les services déconcentrés, et sous réserve que les agents concernés soient associés à la réflexion.

La poursuite de la mise en place des Centres de Services Partagés comptables a fait également l'objet d'un débat, car la totalité des liquidations de la DFPE sera transférée au CSP Comptable créé à partir de janvier 2011. L'UCP a fait part de ses inquiétudes liées aux conditions de travail dans ces structures, en insistant sur le volet RH de cette réforme, réaffirmant l'importance primordiale de l'accompagnement personnalisé des agents qui ne rejoindront pas le CSP comptable.

Rencontre avec la nouvelle sous directrice du CASVP.

Diane PULVENIS, nouvelle sous-directrice chargée des services aux personnes âgées, a reçu le 18 juin dernier une délégation de l'UCP.

Nos représentants ont rappelé les demandes en cours concernant les résidences et EHPAD et de soutien des personnels et de l'encadrement des établissements relevant de son autorité. En effet, cette revendication est double, tant sur le plan du soutien des cadres de la sous direction, que sur le plan statutaire de reconnaissance des responsabilités de directeurs et directeurs adjoints de résidences et d'EHPAD. L'UCP suit attentivement la carrière des agents de maîtrise, notamment dans les plus gros établissements, pour un débouché de carrière en catégorie A de chef d'exploitation.

L'UCP souhaite l'appui de la sous-directrice pour tous les personnels oeuvrant à la SDSPA. En effet, les personnels des résidences, parfois éloignés de la direction générale, extrêmement sollicités au quotidien dans leur activité professionnelle, subissant des réorganisations de service et dans un contexte difficile, souhaitent un relais efficace auprès de la direction générale.

Dès la rentrée, l'UCP reprendra rendez vous pour avancer sur ces dossiers.

Pour plus d'informations syndicat-ucp-unectvp@paris.fr

Pause vacances.

UCP Flash va maintenant, comme tous les ans, prendre ses quartiers d'été et, sauf actualité importante et urgente, vous retrouvera début septembre.

Dans l'attente, nous vous souhaitons à toutes et à tous de très bonnes vacances !

Union des Cadres de Paris

2bis, square Georges Lesage 75012 PARIS – Tél. 01.43.47.80.72 - Fax. 01.43.47.81.45